

Exposer le social : musées et connaissances « utiles » au début du xx^e siècle

Claire-Lise Debluë

*Fonds national suisse de la recherche scientifique
Université de Lausanne*

Peut-on exposer la société ou le « social » ? Et, si oui, à quelles conditions un tel objet pourrait-il faire son entrée au musée ? Ces quelques questions, loin de se cantonner aux débats qui émergent au tournant des années 1990 autour de la notion de « musée de société », trouvent leur origine à la fin du xix^e siècle avec les premiers musées sociaux créés pour abriter les documents présentés lors des expositions d'économie sociale. Les musées dits « sociaux », ainsi désignés en raison de leur vocation à documenter la « question sociale », apparaissent dans le sillage de la deuxième révolution industrielle, à une période où les excès du capitalisme et les moyens d'y remédier s'invitent dans le débat public. À près d'un siècle d'écart, et dans des contextes radicalement différents, musées de société et musées sociaux ont joué un rôle essentiel dans la fabrique du social. En expérimentant de nouvelles manières de représenter, d'appréhender et de façonner le monde social, ils ont également contribué à redéfinir la place accordée aux publics au sein du musée. Tandis que certains musées sociaux ont redoublé d'efforts pour encourager leurs visiteurs à s'approprier les nouveaux savoirs

économiques et sociaux, les musées de société ont cherché à nuancer l'autorité, longtemps restée incontestée, d'une institution devenue bicentenaire.

Considérer les musées de société dans l'histoire longue des musées sociaux éclaire d'un jour nouveau leur genèse. Sans postuler d'analogie immédiate entre ces deux manières d'interroger et de mettre en scène le social, cet article suggère quelques points de rencontre conçus comme autant d'invitations à analyser plus avant leurs relations, et cela malgré leur écart dans le temps. Dans un cas comme dans l'autre, le modèle traditionnel du musée fut vivement débattu, plaçant le sujet épineux de la relation du musée à la société au cœur de la stratégie de distinction de leurs promoteurs. Tout comme les musées sociaux près d'un siècle avant eux, les musées de société cherchèrent à faire rupture en témoignant « de l'évolution de l'homme et de la société » (Vaillant, 1993 : 16 et 37, cité par Drouguet, 2015 : 103), reléguant ainsi au second plan leur fonction patrimoniale.

Pour saisir ces transformations, cet article propose de resituer la création des musées sociaux dans le contexte plus large de la formation des réseaux transnationaux de la réforme sociale et de l'émergence des sciences sociales en tant que discipline, tout en s'intéressant à la manière dont se déployèrent les stratégies discursives des milieux réformateurs dans l'espace du musée. Nous nous arrêterons, pour cela, sur le cas du Schweizerisches Sozialmuseum (Musée social suisse, voir fig. 1) conçu comme un élément clé de la croisade réformatrice menée par son fondateur, le pasteur zurichois Paul Pflüger (1865-1947). Son étude nous permettra de formuler une première série d'hypothèses pour expliquer la nature éphémère de la plupart des musées sociaux qui virent le jour au tournant du xx^e siècle.

L'histoire des musées sociaux demeure un sujet inexploré, bien que le plus connu d'entre eux, et sans doute le premier du genre – le Musée social de Paris –, ait fait l'objet de plusieurs études (Chambelland, 1995 ; Horne, 2004). Les rares autres travaux consacrés aux musées sociaux apparus dans le sillage du modèle parisien se caractérisent par la diversité de leur ancrage disciplinaire : de l'histoire sociale et des

sciences sociales aux études muséales, en passant par l'histoire visuelle et des médias. La nature fragmentée de l'historiographie des musées sociaux et l'approche majoritairement monographique adoptée par les auteurs de ces études n'ont pas permis d'insister suffisamment sur le caractère transnational de ce phénomène. En dehors du cas bien connu et plus tardif du Wirtschafts- und Gesellschaftsmuseum, fondé par l'économiste autrichien Otto Neurath en 1925 à Vienne (Nemeth, 2019), c'est surtout l'importance de ces institutions dans le processus d'élaboration des premières politiques sociales au tournant du xx^e siècle qui a été soulignée. Janet Horne (2004 : 14), a notamment qualifié le Musée social de Paris de « *think-tank* » au sein duquel des acteurs aux identités professionnelles, confessionnelles et politiques variées étaient invités à débattre des contours de l'« État social ». L'historiographie a ainsi montré qu'à côté d'autres institutions apparues dans le sillage du mouvement de la réforme sociale (comme les musées du travail ou les centres de documentation sociale), les musées sociaux furent conçus comme des rouages indispensables au changement social. Prenant appui sur les sciences sociales naissantes, on y expérimentait de nouvelles manières de véhiculer les savoirs économiques et sociaux, autant de connaissances jugées « utiles » à l'édification des ouvriers (Rauch, 2001 ; Kloosterman, 2012 : 402) et au perfectionnement des praticiens de la réforme sociale. C'est à l'histoire des discours et des pratiques qui émergent à leur contact qu'est consacré cet article.

Comme on le verra, rares sont les musées sociaux à avoir déployé une véritable scénographie, et plus rares encore sont les archives iconographiques témoignant de ces aménagements aux caractéristiques pour le moins étonnantes. Celles qui nous sont parvenues illustrent de manière frappante les ambitions de leurs fondateurs : incarner par des moyens aussi variés que des graphiques, des photographies, des modèles en relief ou des appareils, certaines notions d'économie, de politique sociale ou de statistique (fig. 1). Dans le contexte du xix^e siècle finissant, qui avait vu se constituer la plupart des grandes collections artistiques et scientifiques des musées européens, cet intérêt pour des sujets contemporains contrastait avec l'historicisme qui caractérisait encore la plupart des

musées. Plutôt que d'exposer des collections patrimoniales et de veiller à leur préservation, les promoteurs des musées sociaux cherchèrent à transmettre des idées (celles de la réforme sociale) et des savoirs (économiques et sociaux) ; plutôt que d'éclairer, ils cherchèrent à instruire et convaincre.



Figure 1. Musée social suisse (Zurich), salle « Fortune »,
carte postale, vers 1917.

Source : Schweizerisches Sozialarchiv, 000/37 Z1.

Le déplacement opéré – d'une exposition d'*objets* à une exposition d'*idées* – a contribué à reconfigurer la conception dominante du musée, telle qu'on la connaissait du moins depuis la fin du XVIII^e siècle : soit celle d'une institution patrimoniale destinée à abriter et conserver des artefacts, des spécimens ou des échantillons, tantôt reconnus pour leurs qualités esthétiques, pour leurs valeurs historique, scientifique ou encore didactique. Pour saisir ces transformations, cet article propose de resituer la création des musées sociaux dans leur contexte transnational. Puis nous nous intéresserons au régime temporel propre à un musée prétendant agir sur le présent aussi bien que sur l'avenir. Enfin, l'analyse du Musée social suisse permettra de s'intéresser au rôle crucial de la culture matérielle pour la formation et la transmission de savoirs réputés abstraits¹.

1. Au sujet du rôle de la culture matérielle pour la formation et la circulation des savoirs économiques, voir Cras (2020). Voir également Cras & Debluë (2022).

Faire institution : la vogue transnationale des musées sociaux

La création des premiers musées sociaux fut un phénomène de nature transnationale. La plupart d'entre eux virent le jour dans le sillage des grandes expositions internationales et universelles de la fin du XIX^e siècle, où l'économie sociale gagna progressivement en importance (Godineau, 1989 ; Lamunière, 2010) jusqu'à se voir dédier son propre « palais » à Paris en 1900. Le Musée social de Paris fut fondé sur la base du matériel présenté lors de l'Exposition d'économie sociale de 1889 ; celui de Milan sur celui de la section « Prévoyance » de l'Exposition internationale de 1906 ; le Musée social suisse établirait, quant à lui, ses collections à partir des reliquats de l'Exposition nationale de Berne (1914). Contrairement aux expositions d'économie sociale – éphémères par vocation –, les musées sociaux offraient un lieu pérenne où abriter la documentation sociale réunie lors des grandes expositions. Pour leurs fondateurs, appartenant tous peu ou prou à la « nébuleuse réformatrice » (Topalov, 1999 : 13), la forme du musée avait l'avantage incontestable de pouvoir inscrire, dans le temps et dans l'espace, des idées que l'on souhaitait voir prendre de l'importance dans le débat public.

La création de tels musées devait par ailleurs favoriser une meilleure mise en réseau des acteurs de la réforme sociale par l'entremise de musées disséminés dans divers États industrialisés. Une dizaine d'années après l'ouverture du Musée social de Paris en 1894, l'un de ses fondateurs, Émile Cheysson, figure de proue de la réforme sociale en France, déclarait ainsi :

« Les questions dont s'occupe le Musée social ne sont pas enfermées dans l'enceinte d'un pays, elles se posent partout à la fois et presque dans les mêmes termes ; partout elles frappent à la porte des Parlements ; partout elles reçoivent des solutions voisines par le but, si les modalités diffèrent suivant le tempérament et le génie même de chaque peuple. Nous avions autrefois nos petits bassins nationaux séparés des autres par des digues étanches. Ces digues se sont rompues ou abaissées. Tous ces lacs se sont réunis en un vaste océan sur lequel se déroulent de larges vagues, qui

vont remuer jusque dans leurs profondeurs les peuples même en apparence les plus réfractaires à cette contagion de l'idée moderne, vagues de fond qu'on pourrait justement comparer aux pulsations de la conscience humaine en quête d'un idéal de justice, d'amour et de paix ! » (Cheysson, 1905 : 128-129).

Ces mots, pleins d'une emphase caractéristique des discours souvent enflammés de leur auteur, témoignaient d'un phénomène bien réel, puisque c'est en effet à une véritable vogue des musées sociaux que l'on assista au début du xx^e siècle, un phénomène en phase avec l'internationalisation des réseaux réformateurs à la même période (David & Heiniger, 2019).

De nombreuses institutions, inspirées du modèle éponyme du Musée social de Paris (1894), virent ainsi le jour à travers l'Europe et les deux Amériques : le Soziales Museum, à Francfort (1903) ; le Sozialmuseum und Arbeitsstatistik, à Budapest (1903) ; le Social Museum of Harvard (1907) ; le Museu social à Barcelone (1909) ; le Museo sociale, à Milan (1910) ; le Museo Social argentino, à Buenos Aires (1911) ; le Schweizerisches Sozialmuseum, à Zurich (1917). À ceux-ci s'ajoutèrent des musées que l'on peut inscrire dans cette même mouvance sans qu'ils aient nécessairement porté le nom de « musée social », et dont on retrouve la trace à Édimbourg, Stockholm, Londres ou encore New York. Au tournant du siècle, alors qu'un débat transnational sur le rôle de l'État quant aux meilleurs moyens de faire face à la paupérisation croissante des classes laborieuses s'engage, chacun de ces projets avait pour vocation d'apporter des solutions concrètes aux maux des ouvriers en matière de logement, de santé et d'hygiène, de prévention des accidents ou encore de protection sociale. Mais tous n'usèrent pas des mêmes moyens. Quand certains musées étaient dotés d'espaces d'exposition, d'autres s'apparentaient davantage à des centres de documentation ou des bibliothèques. Tous ne s'adressaient pas non plus au même public : tantôt étaient-ils plutôt dédiés aux praticiens de la réforme sociale et aux décideurs politiques, tantôt aux ouvriers que l'on souhaitait persuader de l'efficacité des législations sociales. Selon le public auquel ils se destinaient, et selon le courant de la réforme sociale auquel appartenaient leurs fondateurs, les musées sociaux pouvaient prendre des

formes diverses, plaidant, par exemple, pour la création d'un espace d'exposition, comme ce fut le cas à Zurich.

Au-delà de leurs particularismes, caractéristiques de l'hétérogénéité de la « nébuleuse réformatrice », les musées sociaux de cette première « vogue » furent créés dans un laps de temps somme toute restreint qui coïncida avec le « moment internationaliste » des années 1910-1920 (Rasmussen, 2001). Tandis que l'espace scientifique et intellectuel s'internationalisait, l'échange d'informations se déployait à des échelles de plus en plus vastes. Au cours du premier xx^e siècle, le terme « musée social » se diffusa donc à l'échelle internationale sans qu'il ne soit possible de définir de manière certaine le périmètre d'action de ces nouvelles institutions. Dans certains cas, leurs promoteurs eux-mêmes paraissaient douter de la portée exacte de leur entreprise, qualifiant même le terme « musée social » de notion « hésitante » (Büchler, 1914). Cette instabilité terminologique explique sans doute la fortune inégale de ces différents musées, dont beaucoup ne resteraient guère ouverts plus de quelques années. À cela s'ajoutait la conjoncture instable des années qui précédèrent la Première Guerre mondiale, années marquées par une exacerbation des tensions politiques et sociales, et par la détérioration brutale de la conjoncture économique. Dans ce contexte, où les incertitudes étaient croissantes et le présent particulièrement fugitif, dresser un tableau de la société et en fixer la représentation dans l'espace du musée relevait de la gageure.

En dépit des incertitudes conjoncturelles menaçant la pérennité du modèle « musée social », plusieurs projets persistèrent au-delà de la guerre. Au tournant des années 1920, différents musées sociaux poursuivirent une activité sous ce nom, dont les collaborations étaient appelées à se renforcer à la faveur d'une reprise des relations économiques, politiques et diplomatiques entre les États impliqués dans le conflit mondial. Si la Première Guerre mondiale avait certes porté un coup d'arrêt net aux projets réformateurs à l'origine des premiers musées sociaux, la perspective d'une meilleure coordination entre ces institutions revint à l'ordre du jour au milieu des années 1920. Lors du premier Congrès d'économie sociale, organisé aux mois d'octobre et novembre 1924 sous l'égide du Musée social de Buenos Aires et du gouvernement

argentin, une définition commune de la notion de « musée social » fut même adoptée. La première résolution du Congrès stipulait ainsi :

« [Le terme “musée social” regroupe] toute institution ou association qui a pour objet l’investigation, la documentation et l’étude des faits sociaux d’un pays, d’une région ou d’une localité, et qui réalise aussi une action constante d’amélioration sociale sans distinction d’idées ou de tendances philosophiques, religieuses, politiques, etc., travaillant pour le bien de tous et avec la collaboration du plus grand nombre possible de citoyens et d’institutions publiques et privées². »

La résolution insistait sur la vocation des musées sociaux à œuvrer à la « conciliation entre les intérêts contradictoires » et exhortait leurs administrateurs à agir en marge de l’autorité des États. Il fallait surtout veiller à préserver l’autonomie de tels musées et garantir leur libre arbitre dans l’élaboration des solutions à apporter aux problèmes économiques et sociaux surgis de la Première Guerre mondiale. Si l’accent était notamment mis sur l’étude, la dimension pédagogique de ces institutions était également jugée cruciale. Selon les critères établis par les participants au Congrès, un musée social, pour qu’il puisse être « utile à l’œuvre de l’éducation du peuple », devait être doté d’une exposition permanente d’économie sociale « avec toutes sortes d’informations sociales exprimées sous les formes graphiques et plastiques, et pourvue des archives photographiques et cinématographiques nécessaires³ ». Selon cette définition, le rôle autrefois dévolu à la formation des praticiens de la réforme sociale et à leur mise en réseau passait au second plan. Il importait en revanche que toutes les organisations poursuivant un même objectif pussent être regroupées sous une unique dénomination, celle de « musée social ». Il s’agissait, par là, d’identifier les différentes initiatives se reconnaissant sous ce terme, de manière à faciliter l’échange de matériel et de services. L’objectif était

2. Museo social argentino, *Premier congrès international d’économie sociale, Buenos Aires, 26 octobre - 4 novembre 1924, organisé par le Musée social argentin et placé sous le haut patronage du Gouvernement de la Nation : résolutions, recommandations et déclarations adoptées, discours prononcés en séances plénières*, Buenos Aires, Museo social argentino, 1925, p. 10.

3. *Ibid.*, p. 11.

également de renforcer la collaboration économique, sociale et intellectuelle entre les différents musées. Cette tentative de structuration d'un réseau des musées sociaux à l'échelle internationale devait se matérialiser par la création d'un « secrétariat international des musées sociaux ». Pourtant, celui-ci ne verrait jamais le jour. La proposition était intervenue trop tard alors que plusieurs musées sociaux avaient déjà simplement cessé d'exister.

Le temps du musée : la construction d'un regard prospectif

Ce rapport ambivalent au temps et à la temporalité ne fut pas le propre du congrès de 1924. Il caractérisait en réalité le principe même des musées sociaux, et ce, dès leur origine. La plupart de ces musées, s'ils avaient en effet vocation à documenter la « question sociale », ne fonctionnaient pas à proprement parler comme des conservatoires. On parlait d'ailleurs plutôt à leur sujet de « laboratoires d'économie sociale⁴ », pour souligner leur nature expérimentale et leur vocation à être en phase avec les enjeux et les contradictions entraînés par la deuxième industrialisation. Plutôt que de porter un regard rétrospectif sur des objets du passé, les promoteurs des musées sociaux souhaitaient dresser un état des lieux de la société et anticiper sur ses évolutions possibles. Il s'agissait de porter au présent et à l'avenir la même attention que d'autres musées portaient au passé, mais avec la rigueur et la discipline des sciences sociales naissantes. Ce positionnement singulier soulevait un certain nombre de questions d'ordre à la fois épistémologique et pratique : dans quelle mesure pouvait-on faire de la société un objet de musée ? Pouvait-on muséifier sans figer, exposer sans reléguer dans le passé ? Certains musées sociaux, comme le Musée social suisse, cherchèrent précisément à se défaire d'une conception patrimoniale du musée. Inauguré en 1917 dans la ville de Zurich, ce

4. « Il est très désirable que ces musées sociaux, ces laboratoires d'économie sociale, ainsi installés dans les différents pays, se tiennent en contact intime pour se communiquer leurs travaux respectifs et améliorer sans cesse leur action » (Cheysson, 1905 : 129).

musée fut conçu par son fondateur et premier directeur, le pasteur Paul Pflüger, comme un véritable espace d'exposition (distinct du centre de documentation sociale inauguré quelques années plus tôt dans la même ville) (Koller, 2015), un lieu d'« éducation populaire » s'adressant en premier lieu à la classe ouvrière (Debluë, 2022). Pflüger était un socialiste réformateur de la première heure. Avant son arrivée à la tête du musée, il avait livré durant plusieurs années de nombreuses batailles en faveur d'une meilleure implémentation des politiques sociales, que ce soit en tant que vice-président du Parti socialiste suisse, comme élu de l'exécutif de la Ville de Zurich ou comme député au Conseil national. Pour ce partisan du « socialisme municipal », dont il s'attacherait d'ailleurs à mettre en forme les principes au Musée social suisse, le salut de la classe ouvrière reposait sur deux principes fondateurs : l'éducation populaire et le développement de la législation sociale⁵.

À Zurich, comme dans d'autres musées sociaux, la promotion des principes de la réforme sociale se substitua aux discours de légitimation de l'État-nation et de ses entreprises impérialistes (Berger, 2015 : 13-14). Ce qui, en ce début de siècle, menaçait les structures de l'État ne résidait, non pas dans le manque d'unité de sa communauté nationale, mais dans ce qu'on identifiait alors comme le signe d'une « dissolution » sociale imminente. Rappelons qu'en ce début de siècle, la ville de Zurich était en proie à un climat révolutionnaire. Les années 1910 avaient été traversées par l'organisation de nombreux mouvements de grève, dont l'issue parfois tragique (quatre manifestants ayant péri sous les coups des forces de l'ordre en 1917) avait aggravé les antagonismes politiques et sociaux, rendant plus urgente encore la création d'un musée social dont l'action se voulait pacificatrice. Le Musée social, en effet, devait démontrer qu'une mise en œuvre efficace des politiques sociales améliorerait les conditions matérielles des ouvriers, sans pour autant bouleverser les structures sociales,

5. Mentionnons que Paul Pflüger est l'un des fondateurs à Zurich de la Volkshochschulkurse (Université populaire, 1896) et qu'il crée, peu après, le Verein für Arbeiterbildungskurse (Association pour l'éducation des ouvriers, 1899). Voir : <https://www.sozialarchiv.ch/fr/archives-sociales/qui-sommes-nous/histoire/paul-pflueger> (consulté le 6 février 2022).

économiques et politiques en place. En prônant la réforme plutôt que la révolution, la continuité plutôt que la rupture, Pflüger prétendait agir directement sur la « question sociale ». À ses yeux, le Musée social devait ainsi permettre d'expérimenter ce qu'aucune autre institution à vocation pédagogique ne pouvait alors prétendre réaliser : impliquer la classe ouvrière dans la mise en œuvre concrète des principes de la réforme sociale.

Quelques années plus tôt, Pflüger avait publié un bref ouvrage dans lequel il avait entrepris de dresser un état des lieux des musées en Suisse. Pflüger y proposait une classification des musées selon trois catégories distinctes : les collections de sciences naturelles, les collections historiques et les collections d'art, elles-mêmes divisées en plusieurs sous-catégories (Pflüger, 1914 : 3). C'était aussi à une définition du musée que s'essayait le socialiste. Selon lui, le musée, loin d'un simple conservatoire, devait être entendu comme une « collection permanente d'objets issus de la nature ou fabriqués par l'Homme, destinée à illustrer le fonctionnement de la nature ou de l'activité de l'esprit humain. » (*ibid.*). Pflüger y affirmait surtout le caractère « démocratique » des musées, qu'il estimait devoir rompre avec la tradition des cours princières dont ils étaient issus. Saluant les efforts entrepris pour étendre la gratuité des musées et faciliter l'accès aux collections, Pflüger désignait en creux les lacunes à combler en matière de politique muséale. L'inventaire détaillé des musées suisses, reproduit dans les dernières pages de l'ouvrage, constitue une source précieuse pour saisir la nature du tissu muséal helvétique à la veille de la guerre, et celui de la ville de Zurich en particulier. Si le nombre de musées avait crû de manière exponentielle depuis la fin du XIX^e siècle (Lafontant Vallotton, 2007 : 15), on trouvait, à Zurich, une quantité importante de collections vouées prioritairement à l'étude. Ainsi, sur seize des collections ou institutions recensées par Pflüger, huit étaient rattachées à une université (l'École polytechnique fédérale, l'Université de Zurich) ou à un hôpital. Or, aux yeux de Pflüger, les universités ne pouvaient prétendre participer à la démocratisation des connaissances appelées de ses vœux. Le Musée social suisse, au contraire, y contribuerait en se tournant vers la classe ouvrière.

Cette orientation assumée vers de nouveaux publics constituait l'une des pierres angulaires du Musée social : l'entrée était libre et les horaires d'ouverture concentrés les samedis et dimanches de manière à permettre aux ouvriers de s'y rendre durant leurs congés hebdomadaires. Plutôt que de contempler des objets, on s'y familiarisait avec des idées ; plutôt que de scruter le passé, on y appréhendait le présent pour mieux agir sur l'avenir. C'est ainsi, du moins, qu'un journaliste du quotidien socialiste zurichois *Das Volksrecht* résumait les missions du nouveau musée à l'heure de son inauguration :

« Le Musée social ne veut être rien d'autre qu'une école sur les conditions et les infirmités sociales. En d'autres termes, il veut honorer des choses qui sont cent mille milliards de fois plus importantes pour nous que, par exemple, le fait de savoir à quoi ressemble un ours polaire ou une huppe empaillés, ou à quoi ressemble le bronze d'un habitant d'une construction sur pilotis, ou la hache en pierre d'un troglodyte⁶. »

Cette référence à peine voilée au Musée de zoologie de l'Université de Zurich et à la collection ethnographique abritée par l'École polytechnique faisait figure de repoussoir. À trop vouloir documenter le passé et le lointain, les collections scientifiques manquaient le cœur de cible de l'activité humaine et sociale. Elles contribuaient à laisser aux portes du musée un ici et maintenant pourtant capable d'éclairer les bouleversements en cours. Comment un musée pouvait-il ignorer le bouillonnement politique et social qui agitait le mouvement ouvrier zurichois, comment pouvait-il repousser hors de ses murs les impératifs du présent ? Le rédacteur du *Volksrecht* laissait peu de doute à l'interprétation. Selon lui, les musées de sciences naturelles et de tradition populaire devaient être traités comme de purs produits de l'« époque capitaliste⁷ ». Dans la mesure où l'attention du visiteur n'était orientée qu'en direction de sujets « éloignés de leur condition sociale et matérielle », ces musées n'avaient autre vocation qu'à « faire

6. « Ein Sozialmuseum in Zürich. I », *Das Volksrecht. Sozialdemokratische Tagblatt*, 21 mars 1917, p. 1 (Schweizerisches Sozialarchiv, Mi 39). Toutes les traductions sont les miennes.

7. *Ibid.*

perdre du temps »⁸. Le Musée social suisse, jugeait le *Volksrecht*, avait, au contraire, vocation à s'emparer du présent et de l'avenir, et cela en abordant de front des « domaines très spécifiques de la vie sociale contemporaine⁹ ». Ainsi décrit, le Musée ne se résumait pas à un outil pédagogique parmi d'autres. Il devenait une force agissante capable de faire advenir les principes de la réforme sociale dans un avenir que l'on espérait proche.

Son directeur prônait, en particulier, une plus grande adéquation entre le musée et son environnement immédiat. L'organisation thématique de l'exposition fournissait un premier témoignage de cette volonté d'émancipation du modèle traditionnel du musée. La « question sociale » était soigneusement décomposée, suivant en cela une idée chère aux réformateurs sociaux préconisant d'apporter des solutions concrètes à des problèmes circonscrits plutôt que de raisonner globalement. La taxonomie elle-même s'appuyait sur les nouveaux outils d'objectivation et de quantification du monde social qu'étaient les statistiques (Porter, 1995). Elle apportait un gage de scientificité à une institution qui soignait la neutralité de son positionnement politique¹⁰. Plusieurs des thèmes privilégiés par les réformateurs sociaux y étaient abordés : le logement, la nutrition, la lutte contre l'alcoolisme et les épidémies. D'autres sections étaient consacrées aux questions démographiques, au travail et à la production, ainsi qu'à la statistique industrielle et commerciale. Sans que l'on sache avec certitude la manière dont la « question de l'alcool » (*Alkoholfrage*), par exemple, fut traitée, on peut supposer qu'il ne s'agissait pas de la représenter comme un sujet relevant purement de la moralité publique. Dans le climat politique et social exacerbé de ce premier xx^e siècle, la lutte contre l'alcoolisme et celle contre les excès du capitalisme étaient en effet considérées comme allant de pair. « L'inondation de notre peuple par l'alcool est essentiellement une conséquence du mode de

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

10. Paul Pflüger, « Ein Schweizerisches Sozialmuseum », *Schweizerischen Zeitschrift für Gemeinnützigkeit*, n° 12, 1916, p. 3.

production capitaliste¹¹ », estimaient alors des membres du Parti socialiste suisse lors de leur congrès annuel en 1913. À leurs yeux, le niveau atteint par la consommation d'alcool constituait une « grave menace à la santé publique » et l'un des « plus grands obstacles à l'extension et à l'approfondissement du mouvement ouvrier »¹². En somme, la lutte contre l'« alcoolisme de la misère », ainsi qu'on la désignait parfois au sein du mouvement ouvrier (Tanner, 1986 : 157), constituait le préalable nécessaire à une organisation plus efficace, mais aussi plus pacifique, des mouvements de grève. Le Parti socialiste préconisait ainsi l'adoption d'une série de mesures qui s'étendaient de l'interdiction de la vente d'alcool aux jeunes gens à l'introduction d'« enseignements antialcooliques » dans les écoles, les universités et l'armée¹³. Si ces recommandations avaient une fonction prescriptive dans la définition des comportements sociaux admis au sein du mouvement ouvrier, Paul Pflüger, qui était aussi le vice-président du Parti socialiste suisse (1912-1918), pourrait mettre son nouveau musée au service du volet éducatif de la lutte contre l'alcoolisme.

Faire entrer la « question sociale » au musée et faire du monde social un objet d'exposition présentaient plusieurs défis, d'ordres aussi bien pratique qu'épistémologique. Sans doute le simple geste d'exposer ne permettait-il pas d'objectiver suffisamment les phénomènes économiques et sociaux pour les dépouiller de leur charge politique, comme ce fut peut-être le cas au Musée social de Paris (Horne, 2004 : 193). À Zurich, il s'agissait d'impliquer personnellement – presque intimement – les visiteurs dans le processus d'appropriation de ces nouveaux savoirs, un principe en phase avec les aspirations de Pflüger à un bouleversement profond des relations entre capital et travail (Pflüger, 1898). Selon le *Volksrecht*, le Musée social mettait les visiteurs face à la devise socratique du « connais-toi toi-même ». Cette démarche introspective,

11. « Anhang I. Thesen des Parteitages 1913 (Aarau) », in *Jahrbuch der Sozialdemokrat. Partei der Schweiz und des Schweizerischen Grütlivereins, 1913*, Zurich, Buchdruckerei des Schweiz. Grütlivereins, 1914, p. 388 (Schweizerisches Sozialarchiv, K 1130 IV).

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

conçue pour provoquer une prise de conscience politique des dégâts causés par les inégalités sociales, devait les mener à épouser les solutions préconisées par la réforme sociale. L'objectivation des faits n'était, à cet égard, en rien contradictoire avec l'idée d'agir personnellement et collectivement sur le cours des politiques sociales. Réconcilier l'objectif et le subjectif, l'intime et le collectif, l'éducation et l'action, constituait ainsi l'un des horizons du musée.

Cet ambitieux dessein n'allait pas sans entraîner de fortes contradictions. Le rôle éducatif du musée, s'il pouvait être pensé par les ouvriers comme un moyen d'émancipation (Christen, 2014 : 66), prenait un sens différent sous l'influence des discours réformateurs. Car en vantant les bienfaits de la réforme sociale auprès des ouvriers, le musée avait du même coup pour objectif de freiner leurs penchants révolutionnaires. Deux régimes temporels s'affrontaient par ailleurs et, à bien des égards, entraient en conflit : le premier consistait à objectiver les savoirs sociaux en les muséifiant et en les reléguant, en quelque sorte, dans un passé fictif qui devait offrir la démonstration des accomplissements de la réforme sociale ; le deuxième consistait, quant à lui, à adopter un regard prospectif orienté vers un futur encore non advenu, qui verrait se matérialiser les promesses de l'« État social ». Dans le premier cas de figure, le regard était contemplatif ; dans le second, le visiteur était pensé comme un sujet actif, impliqué dans la recherche de solutions aux défis posés par la « question sociale », et capable de contribuer à l'amélioration de ses conditions morales et matérielles. Ce statut de sujet actif allait déterminer en grande partie le choix des objets exposés et la préférence accordée aux reliefs et aux mécanismes statistiques. C'est dans cette relation singulière à l'objet exposé, à mi-chemin entre l'attraction ludique et la leçon de choses, que devaient émerger de nouvelles subjectivités politiques (Lundgren, 2013 : 69), renvoyant ainsi le visiteur à sa responsabilité individuelle dans l'élaboration de solutions collectives. La section consacrée à la lutte contre les épidémies constituait un exemple frappant de ce phénomène. Une série d'épingles disposées sur une carte murale rendait compte de la répartition géographique des cas de tuberculose à Zurich. Chaque épingle représentait un décès,

tandis que sa couleur indiquait l'année durant laquelle était intervenu le tragique événement. Cette visualisation des données épidémiologiques de la tuberculose permettait d'établir que l'un des quartiers les plus touchés par la maladie était celui du Niederdorf, un quartier ouvrier réputé pour l'état insalubre de ses logements et dont la forte densité de population constituait un facteur aggravant pour la circulation des bacilles. Dans le compte rendu de l'exposition publié par le *Volksrecht*, le rédacteur imaginait le dialogue intérieur d'un visiteur examinant la carte murale : « Je constate que dans ma rue, il y a des tas d'épingles. J'habite donc dans un quartier typique de la tuberculose pulmonaire. Alors, sors de là si tu tiens à la vie¹⁴ ! » Ces quelques lignes de fiction, si elles avaient d'abord vocation à égayer l'exercice délicat du compte rendu d'exposition, montraient surtout qu'il était attendu du visiteur qu'il ajuste son comportement individuel à l'évolution des connaissances dans les domaines relevant tous, peu ou prou, de la « question sociale ». Ainsi conçue, la visite du Musée social devenait un rouage essentiel de l'action individuelle qui, une fois démultipliée, porterait le ferment du changement social.

L'individuel et le collectif : la culture matérielle comme médiation

Contrairement à une exposition d'économie sociale, le musée se tenait à l'écart des foules, de l'agitation et du bruit. Il offrait ainsi un lieu favorable à l'étude et à l'introspection. Pour que les effets bénéfiques d'un lieu comme celui-ci puissent pleinement opérer, Pflüger estimait nécessaire que les objets exposés fussent adaptés à l'environnement du musée. Comme le soulignait le compte rendu publié dans le *Volksrecht*, illustrer les phénomènes économiques et sociaux ne pouvait suffire. Il fallait faire de la société un véritable objet de musée (*Museumsgemäss*). Créer une esthétique nouvelle, adaptée à des besoins que l'on jugeait nouveaux, eux aussi, devait

14. « Ein Sozialmuseum in Zürich. II », *Das Volksrecht. Sozialdemokratische Tagblatt*, 22 mars 1917, p. 1 (Schweizerisches Sozialarchiv, Mi 39).

répondre à ce besoin. Pflüger ne ménagea pas ses efforts pour réunir un matériel dont il espérait qu'il puisse venir à bout du langage aride de la statistique et frapper l'imagination des visiteurs. L'expérience de la visite était conçue, à cet égard, comme étant fondatrice.

On l'a vu, le Musée social suisse devait contribuer à forger un rapport intime et subjectif au savoir. Il devait aussi favoriser une prise de conscience individuelle des problèmes économiques et sociaux de manière à en orienter la solution. Mais un tel musée devait encore s'adresser au plus grand nombre et rompre symboliquement avec d'autres institutions volontiers qualifiées d'élitaires, à l'image des universités et de leurs collections scientifiques (Pflüger, 1914 : 35-38). En 1913, au moment où il s'était vu confier par le Grütliverein – une organisation ouvrière proche du parti socialiste suisse – la mission de mettre sur pied un musée social à Zurich et d'en prendre la direction, Pflüger avait déjà une vision claire de l'orientation qu'il souhaitait donner à ce nouvel outil au service des idées de la réforme sociale. « Le peuple aime l'instruction visuelle », écrivait-il en 1913 au sujet du futur musée. « Un musée social donne une instruction visuelle d'ordre social (*soziale Anschauungsunterricht*) ; il retrace les problèmes sociaux et les réformes à l'aide d'images, de modèles, de produits, de tableaux. »¹⁵ À cela s'ajoutait une foi singulière dans les vertus de l'instruction par l'image comme moyen d'éducation des masses : « Un livre est lu par peu de personnes, écrivait-il alors dans une tribune consacrée au futur musée, le journal par beaucoup, une image sensationnelle fait impression sur tous¹⁶. »

À Zurich, un effort particulier fut ainsi entrepris pour « rendre les changements sociaux passés et présents plus tangibles, plus visibles et donc plus impressionnants¹⁷ ». Il s'agissait, comme le préconisaient d'autres réformateurs à la même période (Peabody, 1909 : 53), de considérer les problèmes économiques et sociaux avec méthode, de manière à

15. « Delegiertenversammlung des Schweizer. Grütlivereins », *Grütlianner. Sozialdemokratische Tagblatt*, n° 234, 6 octobre 1913, p. 2 (propos de Paul Pflüger).

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

contrecarrer l'impression qu'il s'agissait de phénomènes abstraits, difficilement accessibles au plus grand nombre. L'attrait de la forme muséale résidait ainsi dans la capacité du médium exposition à donner une forme visible à des phénomènes que l'on qualifiait volontiers d'« invisibles » : les faits statistiques devaient « pour ainsi dire sauter aux yeux¹⁸ ». À Zurich, où les ouvriers étaient le cœur de cible de la stratégie muséale, l'enseignement visuel – par opposition à la culture livresque et savante – jouait un rôle clé. La préséance de l'image sur l'écrit était en effet conçue comme un moyen de frapper l'imagination d'un public que l'on jugeait peu familier avec l'analyse des faits économiques et sociaux. Mais ailleurs, lorsqu'il s'agissait de s'adresser à un public formé de praticiens de la réforme sociale ou d'étudiants, comme c'était le cas au Social Museum d'Harvard, les supports visuels (photographies, graphiques et films) avaient cette fois vocation à contrecarrer l'excès de sentimentalisme que l'on prêtait aux organisations de bienfaisance (Brown, 2012 : 93). Dans un cas comme dans l'autre, la nature objective de l'information et l'exigence d'une retranscription fidèle des phénomènes économiques et sociaux par la statistique et ses représentations se retrouvaient au centre du dispositif muséal.

Le Musée social suisse se distinguait surtout par les représentations tridimensionnelles des problèmes économiques et sociaux qui jalonnaient ses salles. À côté des tableaux graphiques, de nombreux reliefs statistiques étaient offerts à la vue et au toucher des visiteurs. Le rapprochement opéré entre les savoirs « utiles » et les visiteurs était de nature à la fois épistémologique et matérielle : la statistique était littéralement placée à portée de main (Debluë, 2022). L'incarnation matérielle des problèmes économiques et sociaux était un moyen de souligner la vibrante actualité des sujets de politique sociale et l'urgence qu'il y avait à s'en saisir. S'agissant de phénomènes complexes, de tels objets offraient par ailleurs un outil bienvenu de vulgarisation. Les reliefs démographiques illustrant la statistique suisse des causes de décès épargnaient « l'étude de centaines de figures sèches¹⁹ » tout

18. « Ein Schweizerisches Sozialmuseum », *Neue Zürcher Zeitung*, 3 mai 1917, p. 1.

19. « Ein Sozialmuseum in Zürich. II », *op. cit.*

en accroissant l'expressivité des rapports de quantité. Un système complexe de couleurs, adossé à des dizaines de pierres tombales à échelle réduite et de proportions différentes, traduisait quant à lui les faits statistiques dans un langage qui se voulait à la fois « simple et clair ». Ailleurs, un mécanisme, que le visiteur était invité à actionner manuellement, rendait compte de l'évolution de la population rurale et urbaine entre 1870 et 1910. Grâce à un système de levier, il pouvait faire défiler deux paysages peints (l'un, agricole, l'autre, urbain) qui s'approchaient ou s'éloignaient l'un de l'autre au gré de l'évolution démographique de chacun des secteurs au cours de la période considérée. Ici, la vue, le toucher et le mouvement s'associaient pour permettre au visiteur de faire l'expérience sensorielle de questions démographiques, économiques ou sociales. Aux impressions visuelles offertes par les reliefs statistiques s'ajoutaient donc les sensations provoquées par la mise en mouvement de mécanismes. Leur manipulation stimulait les fonctions de l'apprentissage sans qu'il soit nécessaire de passer par l'étude de larges séries statistiques. Ainsi, les musées sociaux, s'ils devaient permettre d'« étudier pratiquement les questions sociales », étendirent les conditions de cette *praxis* d'un genre nouveau au toucher et aux mouvements grâce à une série d'objets matériels dont l'historiographie n'a pas encore pleinement rendu compte.

À quelle interprétation du monde social les musées sociaux invitaient-ils ? Si l'on s'en tient provisoirement à l'exemple zurichois, force est de constater que le monde selon Pflüger était un monde pacifié, où la lutte des classes n'aurait bientôt plus cours et où chaque individu, chaque travailleur, chaque ouvrier était invité à se saisir des savoirs économiques et sociaux pour œuvrer à l'amélioration de son propre sort. Sa vision du musée était celle d'une institution orientée vers les accomplissements et les promesses des politiques sociales naissantes, sans que les mécanismes et les rapports de force à l'origine des inégalités économiques et sociales fussent véritablement questionnés.

Au sein des musées sociaux, comme plus largement dans la société du début du xx^e siècle, les efforts déployés pour quantifier, objectiver et, en fin de compte, organiser le social constituèrent autant de tentatives d'apporter une réponse aux

défis posés par la « question sociale » et à l'anxiété qu'elle pouvait susciter (Porter, 2000 : 493). Pour autant, l'ambition de leurs fondateurs ne se limita pas à « faire science » pour atteindre l'« idéal d'objectivité » qui avait régi les sciences de la nature depuis plus d'un siècle. En questionnant l'avenir plutôt que le passé, en favorisant la participation plutôt que la contemplation, les musées sociaux ouvrirent une brèche dans la manière même de définir la fonction du musée dans ses rapports à la société. La manière d'envisager le visiteur comme un sujet non seulement pensant, mais aussi agissant, en fut, elle aussi, durablement bouleversée.

Les musées sociaux, on l'a vu, sont difficilement réductibles à un phénomène univoque. Et l'instabilité de la notion, malgré les multiples tentatives d'en fixer les contours comme ce fut le cas à Buenos Aires en 1924, renvoie à l'ambivalence constitutive d'un autre type de musées : les musées de société (Drouguet, 2015 : 103), puisqu' au tournant des années 1990, on assiste à une semblable volonté de définir un champ théorique et pratique propre à ce type d'institutions. L'organisation de colloques, la multiplication de publications et de prises de position sur le sujet, qui visaient alors à légitimer le concept de « musée de société », avaient aussi pour objectif d'étendre l'usage de la notion à l'ensemble des institutions muséales qui ne se reconnaissaient pas dans les catégories traditionnelles du musée. À près d'un siècle d'écart, c'est ainsi à une tentative de renversement des hiérarchies symboliques à laquelle se sont essayés ces deux types de musées en consacrant l'étude du social comme un objet digne d'entrer au musée. Mais c'est aussi la figure traditionnelle du visiteur qui a été, à chaque fois, revisitée. De simple observateur, le visiteur a acquis le statut de force agissante, sans que soit toutefois complètement écartée une contradiction majeure des projets de musées sociaux et de musées de société : celle de plonger leur public dans un présent anhistorique.

Notes de la rédaction

Manuscrit reçu le 5 juillet 2021

Version révisée reçue le 27 octobre 2021

Article accepté pour publication le 15 décembre 2021

Bibliographie

- Berger (Stefan). 2015. « National museums in between nationalism, imperialism and regionalism, 1750-1914 », p. 13-32 in *National Museums and Nation-Building in Europe, 1750-2010: Mobilization and Legitimacy, Continuity and Change* / sous la direction de Peter Aronsson et Gabriella Elgenius. New York : Routledge.
- Brown (Julie K.). 2012. « Making “social facts” visible in the early progressive era: the Harvard Social Museum and its counterparts », p.93-109 in *Instituting Reform. The Social Museum of Harvard University, 1903-1931* / sous la direction de Deborah Martin Kao et Michelle Lamunière. Cambridge : Mass. Harvard Art Museums ; New Haven : Yale University Press.
- Büchler (Max). 1914. « Landesausstellung und Sozialmuseum ». *Neue Zürcher Zeitung*, 5 novembre 1914, p. 1.
- Chambelland (Colette). 1995. « Le Musée social : un champ de recherches ». *Le Mouvement social*, 171, p. 71-78.
- Cheyssou (Émile). 1905. « Le Musée social », p. 128-129 in *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* [compte rendu d'une communication faite le 22 juillet 1905]. Paris : Alphonse Picard et fils.
- Christen (Carole). 2014. « L'éducation industrielle vue par la presse ouvrière dans les années 1840 ». *Les Études sociales*, 159, p. 65-83.
- Cras (Sophie) 2020. « L'économie au musée. Une histoire des savoirs économiques exposés ». *Culture & Musées*, 36, 2020, p. 186-190.
- Cras (Sophie) & Debluë (Claire-Lise). 2022 (à paraître). « “Above all matter of facts”: material knowledge, exhibition culture and the making of economics » in *Histories of Exhibition Design in the Museum: Makers, Process and Practice* / sous la direction de Kate Guy, Hajra Williams et Claire Wintle. Londres : Routledge.
- David (Thomas) & Heiniger (Laure). 2019. *Faire société. La philanthropie à Genève et ses réseaux transnationaux autour de 1900*. Paris : Éditions de la Sorbonne (Histoire contemporaine).
- Debluë (Claire-Lise). 2022 (à paraître). « Le savoir en mouvement. Images, statistiques et documents dans les musées sociaux autour de la Première Guerre mondiale » in *Le Musée documentaire (xix^e-xx^e siècle)* / sous la direction de Christian Joschke et Valérie Tesnière. Nanterre : Presses universitaires de Paris-Nanterre.
- Drouguet (Noémie). 2015. *Le Musée de société. De l'exposition de folklore aux enjeux contemporains*. Paris : Armand Colin (U, Sciences humaines et sociales).
- Godineau (Laure). 1989. « L'économie sociale à l'Exposition universelle de 1889 ». *Le Mouvement social*, 149, p. 71-87.
- Horne (Janet). 2004. *Le Musée social. Aux origines de l'État providence*. Traduit de l'anglais par Louis Bergeron. Paris : Belin (Histoire et Société) [1^{re} édition originale : 2002. *A Social Laboratory for Modern France. The Musée Social and the Rise of the Welfare State*. Durham et Londres : Duke University Press].

Kloosterman (Jaap). 2012. « Unwritten autobiography: labor history libraries before World War I », p. 395-416 in *Working on Labor: Essays in Honor of Jan Lucassen* / sous la direction de Marcel Van der Linden et Leo Lucassen. Leyde : Brill.

Koller (Christian). 2015. « Bibliotheksgeschichte als *histoire croisée*: das Schweizerische Sozialarchiv und das Phänomen des Exils », p. 365-392 in *Vernetztes Wissen. Online. Die Bibliothek als Managementaufgabe: Festschrift für Wolfram Neubauer zum 65. Geburtstag* / sous la direction de Rafael Ball et Stefan Wiederkehr. Berlin : De Gruyter.

Lafontant Vallotton (Chantal). 2007. *Entre le musée et le marché : Heinrich Angst, collectionneur, marchand et premier directeur du Musée national suisse*. Berne : Peter Lang (L'Atelier).

Lamunière (Michelle). 2010 « A great social encyclopedia. Social economy exhibitions and the creation of museums for their permanent display », p. 121-145 in *Imagination and Commitment. Representations of the Social Question* / sous la direction de Ilja van den Broek, Christianne Smit et Dirk Jan Wolffram. Louvain : Peeters.

Lundgren (Frans). 2013. « Making society a public matter », p. 64-77 in *Social Science in Context. Historical, Sociological and Global Perspectives* / sous la direction de Rickard Danell, Anna Larsson et Per Wisselgren. Lund : Nordic Academic Press.

Nemeth (Elisabeth). 2019. « Visualizing relations in society and economics: Otto Neurath's isotype-method against the background of his economic thought », p. 117-140 in *Neurath Reconsidered. New Sources and Perspectives* / sous la direction de Jordi Cat et Adam Tamas Tuboly. Cham (Suisse) : Springer Nature.

Peabody (Francis Greenwood). 1909. *The Approach to the Social Question: An Introduction to the Study of Social Ethics*. New York : The Macmillan Company.

Pflüger (Paul). 1898. *Das Wesen der sozialen Frage*. Zurich : Kommissions-Verlag der Buchhandlung des Schweiz. Grütlivereins.

Pflüger (Paul). 1914. *Die Museen der Schweiz*. Zurich : A. Bürdeke.

Porter (Theodore M.). 1995. *Trust in Numbers. The Pursuit of Objectivity in Science and Public Life*. Princeton : Princeton University Press.

Porter (Theodor M.). 2000. « Statistics in the history of social science », p. 489-497 in *L'Ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales / The Age of Numbers. Statistical Systems and National Traditions* / sous la direction de Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Rasmussen (Anne). 2001. « Tournant, inflexions, ruptures : le moment internationaliste ». *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 19, p. 27-41.

Rauch (Alan). 2001. *Useful Knowledge. The Victorians, Morality, and the March of Intellect*. Durham : Duke University Press.

Tanner (Jakob). 1986. « Die "Alkoholfrage" in der Schweiz im 19. Und 20.

Jahrhundert », p. 147-168 in *Zur Sozialgeschichte des Alkohols in der Neuzeit Europas* / sous la direction de Hermann Fahrenkrug. Lausanne : Fachstelle für Alkoholprobleme.

Topalov (Christian) (dir.). 1999. *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

Auteure

Claire-Lise Debluë,

Fonds national suisse de la recherche scientifique
Université de Lausanne

Claire-Lise Debluë est chercheuse post-doc à l'Université de Lausanne. Ses travaux se situent à la croisée de l'histoire et de l'épistémologie des savoirs et de l'histoire des médias. Elle s'intéresse notamment aux formes d'objectivation des savoirs, ainsi qu'à la manière dont leurs représentations visuelles et matérielles façonnèrent certains phénomènes complexes tels que les politiques de protection sociale ou l'économie de guerre. L'ouvrage issu de sa thèse (*Exposer pour exporter. Culture visuelle et expansion commerciale, 1908-1939*, Alphil, 2015) retrace les conditions d'émergence d'une politique d'exposition en Suisse. Depuis, elle a publié plusieurs articles et chapitres dans des revues et des ouvrages en Suisse (*Traverse, Revue suisse d'histoire*) et à l'étranger (*Relations internationales, Revue d'Allemagne*). Elle est par ailleurs co-directrice d'un dossier consacré aux formes d'objectivation du social, à paraître dans la revue *Histoire & Mesure* (2023). Elle est membre fondatrice et co-éditrice de la revue *Transbordeur. Photographie, histoire, société* (éd. Macula).

Courriel : [claire-lise.deblue\[at\]unil.ch](mailto:claire-lise.deblue[at]unil.ch)

Exposer le social : musées et connaissances « utiles » au début du xx^e siècle

Depuis quand expose-t-on le « social » et à quelles conditions ? Près d'un siècle avant que la notion de « musée de société » ne s'impose, ces quelques questions étaient déjà au cœur des préoccupations de certains réformateurs sociaux. Soucieux de faire du musée un lieu où donner forme à leur vision du monde social, ces réformateurs, cherchant à incarner ces principes à travers une multitude de dispositifs visuels et matériels, peuvent sans doute être considérés comme les précurseurs des musées de société. Rompant avec la tradition des collections patrimoniales tournées vers le passé, les musées sociaux furent en effet conçus comme des véritables « laboratoires » où expérimenter de nouvelles manières de façonner le monde social et d'en négocier les représentations. Cet article s'intéresse aux discours et aux pratiques qui entourèrent la création des premiers musées sociaux, et s'interroge sur cette période clé du début du xx^e siècle pour la formation de nouvelles subjectivités. À travers l'étude de cas du Musée social suisse (Zurich, 1917), il analyse la manière dont les nouveaux savoirs sociaux furent véhiculés et retrace les usages – nécessairement subjectifs – qui en façonnèrent le sens. Enfin, cet article propose d'éclairer d'un jour nouveau la genèse des musées de société.

Mots-clés

musée social, savoirs sociaux, idéal d'objectivité, culture matérielle, premier xx^e siècle, Suisse

Exhibiting social issues: museums and “useful” knowledge at the beginning of the 20th century

Since when have social issues been exhibited, and how? Almost a century before the concept of the “museum of society” prevailed, these questions were already at the heart of certain social reformers' concerns. Wishing to make the museum a place where they could shape their vision for a social world and seeking to express these views through a variety of visual and material means, these reformers can no doubt be considered the precursors of museums of society. By breaking with the tradition of heritage collections exclusively concerned with the past, museums of society were conceived of as “laboratories” in which new ways to shape society and to negotiate its representation could be tried out. This article examines the discourse and practices that surrounded the creation of the first social museums by focusing on the beginning of the 20th century as a crucial period for the formation of new subjectivities. Through the study of the Swiss Social Museum (Zurich, 1917), the article reflects on how new social ideas were communicated, and retraces the (necessarily subjective) uses that shaped their meaning. To this end, this article attempts to shed a new

light on the genesis of social museums.

Keywords

social museum, social knowledge, objective ideal, materiel culture, early 20th century, Switzerland

Exponer lo social: museos y conocimientos “útiles” a principios del siglo XX

¿Desde cuándo se exhibe lo “social” y bajo qué condiciones? Casi un siglo antes de que se imponga la noción de “museo de sociedad”, estas interrogantes ya estaban en el centro de las preocupaciones de algunos reformistas sociales. Preocupados por hacer del museo un lugar en el cual plasmar su visión del mundo social, estos reformadores, que trataban de incorporar estos principios a través de una multitud de dispositivos visuales y materiales, pueden considerarse sin duda los precursores de los museos de sociedad. Rompiendo con la tradición de las colecciones patrimoniales orientadas al pasado, los museos sociales fueron concebidos como verdaderos “laboratorios” para experimentar nuevas formas de configurar el mundo social y negociar sus representaciones. Este artículo analiza los discursos y las prácticas que rodearon la creación de los primeros museos sociales, y examina este periodo clave de principios del siglo XX para la formación de nuevas subjetividades. A través del estudio de caso del Museo Social Suizo (Zúrich, 1917), se analiza el modo en que se movilizaron los nuevos conocimientos sociales y se distinguen los usos -necesariamente subjetivos- que dieron forma a sus significados. Por último, este artículo se propone aportar una nueva perspectiva a la génesis de los museos de sociedad.

Palabras clave

museo social, saberes sociales, ideal de objetividad, cultura material, primer siglo XX, Suiza